Actifs salariés du secteur privé

Tableaux d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties Incapacité / Invalidité / Décès en vigueur

Profil type retenu

- Salarié (à temps plein)
- 36 ans, marié, 1 enfant (12 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
- Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois : 24 000€ soit 2 000 € / mois
- Salaire journalier de référence : 65,75 € (2 000 / 91,25)
- Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 22 000 €
- Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

(Tous les montants exprimés sont bruts de prélèvements sociaux)

Ce document présente des exemples de prise en charge par l'assurance maladie, et par votre contrat de prévoyance selon le niveau de couverture garanti. Ils ne correspondent pas forcément à votre situation, mais ils vous permettent de comprendre et comparer les tableaux de garantie. Ils ne peuvent se substituer aux documents contractuels qui seuls engagent votre employeur et/ou votre organisme assureur. Pour plus de renseignements consultez la notice d'information de votre contrat.

À noter que les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle.

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire		Total	
Décès				
Capital décès Sécurité sociale ²	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³		Capital décès Sécurité sociale + Capital décès régime de prévoyance
Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année	La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière de décès Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties : <ul style="list-style-type: none"> • Capital décès égal à 150% du salaire de référence • Majoré de 30% par enfant à charge 	Les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle <ul style="list-style-type: none"> • Montant du capital décès défini contractuellement par l'employeur • Montant du capital décès fonction de la situation familiale de l'intéressé au jour du décès • Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause contractuelle 		
		Montant du capital décès		
		Option 1 (Décès seul)	Option 2 (Capital décès + rente éducation)	

¹ Ces montants sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité sociale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres tels que la MSA par exemple.

² Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à conditions.

³ Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garanties (ex : pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur.

3 909,94 €	<p>Capital décès minimal prévu par la Convention collective :</p> <p>⇒ 150% x 24 000 € = 36 000 €</p> <p>⇒ 30% x 24 000€ = 7200€ (majoration pour un enfant)</p> <p>Soit un total de 36000€ + 7200€ = 43 200 €</p> <p>Ces montants sont des exemples de garanties minimales qui peuvent être prévues par une convention collective. Ils ne reflètent pas forcément les garanties prévues par la convention collective applicable à votre secteur d'activité</p>	<p>Exemple 1 :</p> <p>Capital décès pour un participant marié/Pacsé ou en concubinage avec une personne à charge :</p> <p style="text-align: center;">105 600€</p> <p>Exemple 2 :</p> <p>Capital décès pour un participant marié/Pacsé ou en concubinage avec une personne à charge, consécutivement à un accident :</p> <p style="text-align: center;">211 200€</p> <p>Exemple 3 :</p> <p>Perte totale et irréversible d'autonomie⁴ = Capital décès par anticipation pour un participant marié/Pacsé ou en concubinage avec une personne à charge :</p> <p style="text-align: center;">105 600€</p>	<p>Exemple 1 :</p> <p>Capital décès pour un participant marié/Pacsé ou en concubinage avec une personne à charge :</p> <p style="text-align: center;">105 600€</p>	<p>Exemple 1 :</p> <p>3 909,94 €+ 105 600€ =</p> <p style="text-align: center;">109 509,94€</p> <p>Exemple 2 :</p> <p>3 909,94 € + 211 200€ =</p> <p style="text-align: center;">215 109,94€</p> <p>Exemple 3 :</p> <p>3 909,94 € + 105 600€ =</p> <p style="text-align: center;">109 509,94€</p>	<p>Exemple 1 :</p> <p>3 909,94 €+ 105 600€ =</p> <p style="text-align: center;">109 509,94€</p>
------------	--	--	---	--	--

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire		Total
Rente éducation (Uniquement pour l'option 2)			
Sécurité sociale	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³	Rente éducation organisme assureur
La Sécurité sociale ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès du salarié	<p>La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière de rente éducation en cas de décès d'un parent assuré</p> <p>Exemple de convention collective avec socle minimal de garanties</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jusqu'à leur 18ème anniversaire, rente annuelle de 15% du salaire de référence pour chaque enfant • Au-delà et jusqu'au 26ème anniversaire, rente annuelle de 15% du salaire de référence, si poursuite d'études 	<p>Les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montant de la rente éducation et périodicité de son versement définis contractuellement par l'employeur • Conditions d'âges des enfants (possibilité de prévoir des paliers) 	
		Montant rente éducation⁵	
		Exemples :	Total par enfant

⁴Le capital décès peut être versé par anticipation en cas de reconnaissance d'une invalidité de 3^{ème} catégorie ou d'une Incapacité Permanente Totale de 100%. L'assuré n'est alors plus garanti au titre de la garantie décès toute cause, le capital décès ne pouvant être versé 2 fois.

⁵ Les rentes versées dans le cadre d'une garantie décès sont soumises aux prélèvements sociaux (CSG et CRDS) en fonction de la situation fiscale de l'assuré, ainsi qu'au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

	<p>Rente éducation annuelle minimale prévue par la Convention collective : ⇒ 15% x 24 000€ = 3 600 € par an jusqu'à 18 ans, ou 26 ans si poursuite d'études</p> <p><i>Ces montants sont des exemples de garanties minimales qui peuvent être prévues par une convention collective. Ils ne reflètent pas forcément les garanties prévues par la convention collective applicable à votre secteur d'activité.</i></p>	<p>Rente annuelle par enfant (toujours à charge) de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 3 600€ jusqu'à 19 ans- 4 800€ jusqu'à 26 ans (sous conditions)	<ul style="list-style-type: none">• 3 600€/an jusqu'à 19 ans• 4 800€/an jusqu'à 26 ans (sous conditions)
--	--	---	---

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire		Total		
Invalidité permanente Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privée⁶ Avec indemnisation sans reprise d'activité					
Pension invalidité Sécurité sociale	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³		Pension invalidité Sécurité sociale + Rente invalidité organisme assureur	
<ul style="list-style-type: none"> • Calcul de la pension Sécurité sociale en % sur la base du salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité, dans la limite du PASS⁷ • % du revenu calculé en fonction de la catégorie d'invalidité déterminée par le médecin conseil de la Sécurité sociale après examen de l'assuré⁸ 	<p>La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité</p> <p>Exemple convention collective : socle minimal de garanties</p> <p>Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Invalidité 1ère catégorie : 40% du salaire de référence • Invalidité 2^{ème} catégorie : 75% du salaire de référence • Invalidité 3^{ème} catégorie : 75% du salaire de référence + majoration pour tierce personne <p>Salaire de référence convention collective = salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité</p>	<p>Les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montant de la rente invalidité⁹ déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité fixé par la sécurité sociale • Garantie en complément de la Sécurité sociale ou sous déduction de la Sécurité sociale 		<p style="text-align: center;">Le total ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail.</p> <p style="text-align: center;">Total par mois <i>(hypothèse salaire mensuel perçu avant l'invalidité de 2 000 €)</i></p>	
		Montant de la rente¹⁰			
				Rente versée trimestriellement à terme échu, sous déduction de la prestation de la sécurité sociale	Rente versée trimestriellement à terme échu, sous déduction de la prestation de la sécurité sociale
<p>En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité sociale :</p> <p>50 % x 22 000 € = 11 000 € par an</p> <p>11 000 € / 12 = 916 € par mois</p> <p>En cas d'invalidité catégorie 3 Sécurité sociale :</p> <p>50 % x 22 000 € = 11 000 € par an + majoration tierce personne¹¹ de 40% x 22 000€ = 8 800€</p> <p>= 19 800 / 12 = 1 650 € par mois</p>	<p>Pension invalidité catégorie 2 prévue par la Convention collective :</p> <p>⇒ 75% X 24 000€ = 18 000 € par an</p> <p>⇒ 18 000€ /12 = 1500 € par mois</p> <p>Pension invalidité catégorie 3 prévue par la Convention collective :</p> <p>⇒ 75% X 24 000€ = 18 000 € par an</p> <p>⇒ 18 000€ /12 = 1500 € par mois</p> <p>Ces montants sont des exemples de garanties minimales qui peuvent être prévues par une convention collective. Ils ne reflètent pas forcément les garanties prévues par la convention collective applicable à votre secteur d'activité</p>	683 € / mois	683 € / mois	916 € + 683 € = 1599€	1650 € + 683 € = 2333€

⁶ Un accident du travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'indemnisation différent de la part de la Sécurité sociale.

⁷ PASS (Plafond annuel de la sécurité sociale) au 01/01/2024 = 46 368 €.

⁸ CAT 1 : invalides capables d'exercer une activité rémunérée ; CAT 2 : invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque ; CAT 3 : invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année).

⁹ Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur : Reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité sociale.

¹⁰ Les rentes versées dans le cadre d'une Invalidité sont soumises aux prélèvements sociaux (CSG, CRDS et CASA) en fonction de la situation fiscale de l'assuré, ainsi qu'au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

¹¹ La majoration pour tierce personne n'est pas déduite dans le cadre du calcul de la rente d'invalidité par l'assureur.

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire			Total
Incapacité de travail Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privé⁶ Avec une durée d'arrêt de travail de 120 jours				
Indemnités journalières de la Sécurité sociale (IJSS)	Obligations légales de l'employeur	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garanties du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur	Indemnité journalière Sécurité sociale + complément légal employeur + Indemnité Journalière complémentaire assureur
<p>Montant IJSS égal à 50 % du salaire journalier de base¹².</p> <p>Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du Smic en vigueur lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail</p> <p>Versement des IJSS à partir du 4eme jour (Délai de carence de 3 jours)¹³</p>	<p>Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur¹⁴</p> <p>Indemnités versées sous certaines conditions¹⁵</p> <p>Délai de carence de 7 jours</p> <p>Mesure légale selon l'ancienneté : 90% du salaire pendant <u>30</u> jours, puis 66,66% du salaire pendant <u>30</u> jours</p>	<p>Si la convention collective prévoit des mesures plus favorables que les dispositions légales (1^{er} niveau), les dispositions de la convention s'appliquent</p> <p>Exemple de convention collective :</p> <p>Délai de carence de 7 jours (comme l'obligation employeur)</p> <p>90% du salaire pendant <u>40</u> jours, puis 66,66% du salaire pendant 40 jours</p> <p>Convention collective plus favorable dans ce cas</p> <p>>80 jours : 60% du salaire</p>	<p>Les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur • Montant pouvant s'exprimer en complément de la Sécurité sociale ou sous déduction de la Sécurité sociale Erreur ! Signet non défini. 	<p>Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail.</p> <p>Total par jour d'arrêt de travail</p>

¹² Salaire journalier de base : total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25. Dans cet exemple : Revenu mensuel brut 3 derniers mois = 2000 €.

¹³ Il existe des exceptions au délai de carence (ex : arrêt de travail dû à une Affection de longue durée).

¹⁴ L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur.

¹⁵ Conditions définies dans le Code du travail (ex : ancienneté du salarié).

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire				Total
Incapacité de travail Exemple : maladie ou accident dans le cadre de la vie privé⁶ Avec une durée d'arrêt de travail de 120 jours					
Indemnités journalières de la Sécurité sociale (IJSS) ¹	Obligations légales de l'employeur	Obligations Convention collective (le cas échéant)	Garanties du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ¹⁶		Indemnité journalière Sécurité sociale + complément légal employeur + Indemnité Journalière complémentaire assureur
Salaire journalier de base = $((2000 \times 3) / 91,25) = 65,75 \text{ €}$ IJSS = 50 % x 65,75 €, soit 32,87 € à compter de J4	J8 à J37 : maintien à 90% (IJSS incluses) IJ complémentaire = $(90\% \times 65,75\text{€}) - 32,87 = 26,30\text{€}$ J38 à J67 : maintien à 66,66% (IJSS incluses) IJ complémentaire = $(66,66\% \times 65,75) - 32,87\text{€} = 10,96 \text{ €}$	J8 à J47 : maintien à 90% (IJSS incluses) IJ complémentaire = $(90\% \times 65,75) - 32,87 = 26,30\text{€}$ J48 à J87 (maintien à 66,66%) IJ complémentaire = $(66,66\% \times 65,75) - 32,87\text{€} = 10,96 \text{ €}$ <i>Ces montants sont des exemples de garanties minimales qui peuvent être prévues par une convention collective. Ils ne reflètent pas forcément les garanties prévues par la convention collective applicable à votre secteur d'activité</i>	Franchise 60 jours	Taux de garantie – exemple 1 19.73 € pendant 120 jours	Total IJ – exemple en € /jour pendant 120 jours Exemple : J1 à J3 : 0 € J4 à J7 : 32,87 € = 32,87€ J8 à J47 : 32,87 € + 26,30€ = 59,17€ J48 à J60 : 32,87 € + 10,96€ = 43,83€ J61 à J87 : 32,87 € + 19,73 € = 52,6€ J88 à J120 : 32,87 €+ 19,73 € = 52,6€

¹⁶ Les indemnités complémentaires sont versées à l'employeur, qui les réintègre dans le bulletin de salaire, tant que l'assuré est présent dans les effectifs.